

Burundi : plus de 500 dossiers confectionnés par la brigade anti-corruption

@rib News, 03/11/2011 - Source Xinhua Plus de 500 dossiers des cas de corruption ont été confectionnés, plus de 5 milliards de francs burundais (4 millions USD) ont été recouvrés et le préjudice à l'Etat s'élève à 20 milliards de francs burundais (plus de 27 millions USD) depuis les trois dernières années, a déclaré jeudi à Bujumbura le commissaire général de la brigade burundaise spéciale anti-corruption Léonidas Habonimana. Au cours de l'année suivant la déclaration du président Pierre Nkurunziza qui préconisait "la tolérance zéro à la corruption", la brigade a traité 230 dossiers et à l'Etat de plus de 7 milliards de francs burundais (environ 5,7 millions USD) et recouvré environ un milliard de francs burundais (800.000 USD), a précisé M. Habonimana lors du lancement de la première campagne de responsabilisation de l'administration publique burundaise pour la lutte contre la corruption.

Le 1er vice-président burundais Thérence Sinunguruza, qui a procédé à l'ouverture de ces assises de deux jours, a indiqué que la période de turbulence qu'a connu le Burundi depuis plus d'une décennie a laissé beaucoup de séquelles. Un bon nombre de phénomènes d'une grande gravité ont entraîné un certain marasme dans beaucoup de domaines de la vie nationale et il s'agit notamment de la corruption, l'absence du sens de responsabilité chez les hauts cadres de l'Etat, la carence d'esprit d'entrepreneuriat, la faiblesse du patriotisme, le défaut du culte de morale et de l'excellence, a-t-il indiqué. Il a tenu à préciser que l'objectif ultime de cette campagne est celui d'impulser un changement de mentalités "pour briser les habitudes et la routine" où se sont installés les agents des services publics burundais. Depuis 2005, le gouvernement burundais a donné un place de choix à la promotion de la bonne gouvernance en initiant des actions concrètes telles que la promulgation de la loi anti-corruption, la mise en place des structures anti-corruption, l'adoption de la stratégie nationale de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption.